



REPENSER

La pandémie accélère la transition vers un travail plus informel et plus précaire

Sabina Dewan et Ekkehard Ernst

Avec des millions d'emplois perdus, des robots de plus en plus nombreux et les cols blancs travaillant essentiellement chez eux, la COVID-19 semble avoir introduit une nouvelle normalité dans le monde du travail à l'échelle planétaire.

Mais bon nombre de ces évolutions découlent de l'échec des mesures prises face à des mégatendances déjà à l'œuvre bien avant l'arrivée de la pandémie. Depuis au moins vingt ans, les mutations démographiques et les bouleversements technologiques transforment les marchés du travail : ils exacerbent les inégalités, accentuent la précarité de l'emploi et aggravent l'insécurité économique.

La nouvelle normalité, autrement dit, n'a rien de vraiment nouveau. Un virus mortel a simplement accéléré le rythme du changement avec des conséquences dévastatrices, en

particulier pour les pays en développement, qui devraient perdre au moins 220 milliards de dollars de revenu, selon le Programme des Nations Unies pour le développement.

Maintenant que la crise est là, nous devons en tirer parti, comme aiment dire les responsables politiques. Il incombe aux décideurs de redresser la barre plus spectaculairement que ce qu'ils avaient au préalable envisagé : ils doivent balayer les idées fausses sur l'emploi et saisir l'occasion de cette urgence pour bâtir des économies résilientes, équitables et durables.

Évolution démographique

Il ne s'agit pas simplement ici de revenir à la situation pré-COVID, mais de réévaluer fondamentalement nos hypothèses, à commencer par notre façon de voir la démographie.

Livres de nourriture rue
Pham Ngoc Thach, à Hanoï
(Vietnam).



LE MONDE DU TRAVAIL

Les pays avancés (Allemagne, États-Unis, Japon) sont aux prises avec des populations vieillissantes, de même qu'un certain nombre de pays émergents, notamment la Chine. Mais dans une majorité de pays en développement, la population jeune explose. Un certain nombre d'entre eux, tels que l'Inde, l'Indonésie et le Nigéria, vont atteindre le pic de leur explosion démographique au cours des vingt prochaines années, tandis que des pays plus petits, comme l'Angola et la Zambie, en sont à des stades plus précoces de leur transition démographique.

Selon la sagesse conventionnelle, une population nombreuse et croissante de jeunes adultes peut générer un dividende démographique, car elle augmente la proportion de travailleurs par rapport aux enfants à charge et aux retraités. Il convient toutefois de repenser ce postulat. Une explosion de la population jeune ne présente un avantage que si les économies sont en mesure de créer des emplois productifs avec des salaires qui progressent. En Inde, la population de jeunes âgés de 15 à 29 ans est de

362 millions de personnes et dépasse la population totale des États-Unis. Le taux de chômage de cette cohorte était de 17,8 %, trois fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population active, même avant la pandémie. Dans les pays qui ne parviennent pas à fournir des emplois productifs, les jeunes sont plus susceptibles de se retrouver au chômage ou dans des emplois de moindre qualité du secteur informel, qui n'est ni imposé ni surveillé par les gouvernements (voir l'article « L'ABC de l'économie » dans le présent numéro de *F&D*).

Sans une création d'emplois à grande échelle, l'excédent de main-d'œuvre dans les pays en développement exercera des pressions à la baisse sur les salaires et les conditions de travail. Il en résultera non seulement une détérioration de la qualité de vie, mais aussi un plafonnement de la croissance économique. Nous ne pouvons pas escompter une augmentation continue de la classe moyenne dans les pays en développement si les jeunes ne peuvent pas trouver d'emplois rémunérés à des salaires de la classe moyenne.

À l'instar des crises précédentes, les jeunes adultes ont été parmi les premiers frappés par la déstabilisation sociale, éducative et économique, comme l'a démontré une enquête auprès de plus de 12 000 jeunes, réalisée dans 112 pays en avril et en mai, lorsque la pandémie a provoqué la pire récession que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale (voir l'article « Pleins feux » dans le présent numéro de *F&D*).

Dans le cadre de cette enquête, l'Organisation internationale du travail (OIT) a constaté que 17 % des jeunes âgés de 18 à 29 ans préalablement salariés ont perdu leur emploi avec l'arrivée de la pandémie et 42 % ont fait état d'une baisse de leur revenu. En l'absence de passerelles vers des emplois productifs et de qualité, les pays en développement qui font reposer leurs ambitions économiques sur un avantage démographique se préparent à être déçus.

Rythme fou et frénétique

La pandémie accélère le progrès technologique qui restructurait déjà les marchés du travail. Pour beaucoup, la technologie a accru l'efficacité et permis le travail à distance, mais, pour d'autres, elle a désorganisé les moyens de subsistance. L'automatisation a de toute évidence détruit un certain nombre d'emplois : les robots nettoient les sols dans les hôpitaux, les préposés des postes de péage ont disparu, et des agents conversationnels intelligents remplacent les chargés de service à la clientèle. Toutefois, les plateformes numériques ont aussi ajouté des emplois nouveaux et différents dans nos économies : programmation de logiciels, soins de santé, et oui, services de livraison de pizza et de taxi.



La question fondamentale est la suivante : qui verra son emploi disparaître et qui pourra accéder aux nouvelles formes de travail ?

L'automatisation gagnait du terrain bien avant la pandémie de COVID-19, ce qui ne devrait pas nous surprendre, surtout là où les nouvelles technologies ont déjà déclenché des transformations structurelles par de profondes évolutions de l'emploi : d'abord de la ferme à l'usine, puis de l'usine vers les services.

Là où il ne coûte pas cher de déployer de nouvelles technologies tout en ayant la promesse d'une production accrue et d'une livraison accélérée, les entreprises remplacent leurs travailleurs par des machines, comme l'ont appris les tisseurs manuels Luddites. L'automatisation gagne du terrain plus rapidement dans les pays développés (et en Chine), où les coûts de la main-d'œuvre sont relativement élevés et où les entreprises regorgent de capitaux. Mais les pays en développement ne sont certainement pas à l'abri : ils ont peut-être un excédent de main-d'œuvre bon marché, mais ce n'est qu'un des facteurs du coût global de production.

Les entreprises seront de plus en plus nombreuses à automatiser leurs activités, car la pandémie fait ressortir les fragilités de la main-d'œuvre humaine et des chaînes d'approvisionnement géographiquement dispersées dans le monde entier. D'autres pourront aussi « relocaliser » leur production en rapatriant aux États-Unis et en Europe les emplois des secteurs manufacturiers et des services, tendance qui commençait déjà à voir le jour avant la COVID-19. Les pays en développement doivent se préparer à un triple choc : substitution croissante de la main-d'œuvre à mesure que les entreprises nationales s'automatisent, accroissement modéré au moins du rapatriement d'activités par les entreprises étrangères et ralentissement des exportations sur fond de faiblesse persistante de la demande.

La pandémie alimente également l'économie des plateformes : du commerce électronique à l'économie du travail à la tâche, les consommateurs recourent de plus en plus à l'internet pour se connecter aux biens et services depuis le confort de leur domicile.

Les faibles barrières à l'entrée de l'économie du travail à la tâche présentent de nouvelles opportunités d'emplois, ainsi que de nouveaux aléas, pour les pays en développement. Le danger est que l'offre explosive de travailleurs jeunes et peu qualifiés attirés par ces plateformes risque de dépasser la demande pour les services proposés, tels que traitement de données, services à la clientèle ou services de taxis à la demande.

Ces travailleurs se trouveront souvent non seulement « à court de tâche », autrement dit sous-employés, mais

ils seront aussi soumis à des pressions à la baisse de leurs conditions de travail. Les données sur les pays où les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se faire concurrence sur les plateformes de travail à la tâche confirment que les rémunérations ne cessent de baisser. Et l'hypothèse selon laquelle la plupart de ces travailleurs avaient auparavant des emplois informels peu qualifiés ne tient pas toujours. Une enquête a été réalisée en 2015 par Perkumpulan Prakarsa et le réseau JustJobs auprès de 205 chauffeurs de mototaxis à la demande, travaillant via les applications de service de taxi en ligne Gojek et GrabBike : sur les répondants préalablement salariés, 51 % étaient employés par l'économie formelle avant de rejoindre l'économie du travail à la tâche.

La COVID-19 accélère également les tendances au téléapprentissage et au télétravail, mais ces évolutions creusent l'écart entre les nantis et les autres, entre ceux qui peuvent ou ne peuvent pas se permettre un ordinateur et l'accès à internet et entre ceux qui ont ou n'ont pas les compétences pour participer à l'économie numérique.

Précarité croissante

Comme le suggère cette analyse, la pandémie alimente une transition vers un travail plus informel et plus précaire chez ceux qui cherchent simplement à joindre les deux bouts. Avant la pandémie, malgré la hausse du travail contractuel, l'emploi informel stagnait, voire régressait dans un certain nombre de pays. Mais la pandémie va sans doute inverser cette tendance. Ces modalités de travail informelles pourraient faire baisser le chômage dans les pays en développement, mais ce sont des emplois moins sûrs qui ont tendance à être moins bien rémunérés et moins productifs. Les décideurs ne devront pas se laisser duper par les chiffres : après la pandémie, une baisse du taux de chômage ne devra pas être prise à tort pour une reprise économique.

L'OIT estime que les travailleurs du monde entier ont perdu 3 500 milliards de dollars de revenus du travail au cours des trois premiers trimestres de 2020, du fait de la pandémie, qui a réduit leurs heures de travail. D'une simple crise sanitaire, la pandémie s'est transformée en double crise sanitaire et économique, qui suscite l'incertitude dans le climat des affaires et la peur chez les salariés.

Pour les travailleurs, le risque va bien au-delà des pertes d'emploi et des gels d'embauche dans l'immédiat. Le danger plus grave est que les entreprises soient moins disposées à constituer des effectifs permanents et préfèrent recourir à des travailleurs temporaires ou contractuels, payés à la tâche et moins chers.

La flexibilité du marché du travail est un atout lorsqu'elle permet d'allouer plus efficacement les ressources. Mais lorsqu'elle découle d'emplois peu productifs et d'une détérioration des conditions de travail, comme c'est le cas dans les pays en développement, elle est davantage un inconvénient qu'un atout, à la fois pour les travailleurs et pour la société.

Les personnes qui travaillent en mode informel et contractuel et les travailleurs indépendants ne bénéficient en général pas de la sécurité sociale par leur employeur, ce qui les rend vulnérables aux chocs, tels que la pandémie de COVID-19. L'augmentation de l'emploi informel dilapide aussi un précieux potentiel productif et diminue le pouvoir de consommer, entravant ainsi un développement économique généralisé.

Solutions

Que doivent faire les décideurs pour gérer ces tendances et atténuer leurs effets négatifs ?

Premièrement, les décideurs doivent reconnaître que la poursuite sans relâche de la croissance économique ne sera pas automatiquement créatrice d'emplois. La priorité doit être une croissance riche en emplois, ce qui implique de favoriser les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre qui en même temps augmentent la capacité de croissance (les infrastructures, par exemple). Cela implique aussi d'investir dans des secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre de plus en plus productifs en élargissant la chaîne de valeur en passant, par exemple, de l'assemblage au cycle complet de production d'un vêtement ou de l'agriculture de subsistance à la transformation alimentaire. La progression des salaires devra s'aligner sur les augmentations de la productivité.

Deuxièmement, les gouvernements doivent rejeter l'idée « qu'il vaut mieux n'importe quel emploi plutôt que le chômage ». C'est peut-être vrai du point de vue d'un travailleur dans le besoin, mais peu justifié sur le plan économique. Les emplois de qualité médiocre exacerbent les inégalités, gaspillent le potentiel productif et réduisent la demande globale, autant de facteurs néfastes à la croissance. C'est pourquoi les gouvernements doivent résister à la tentation d'alléger sans discernement la réglementation du travail sous prétexte que c'est une bonne chose pour les affaires. Des mesures relatives au salaire minimum et à la sécurité sociale et des politiques actives du marché du travail soigneusement pensées (avec notamment des programmes d'aide à la recherche d'emploi et d'apprentissage) sont positives pour la productivité des travailleurs et contribuent à lisser la consommation en périodes de difficultés.

Troisièmement, les gouvernements doivent reconnaître que la technologie, comme le génie libéré de sa bouteille, ne peut

pas être contrainte de disparaître. Ils peuvent toutefois la réglementer, ce qui signifie de placer l'intérêt du public avant l'intérêt de l'entreprise et d'imposer le partage et la transparence des données aux entreprises technologiques qui gèrent des plateformes numériques. Les travailleurs qui s'inscrivent sur ces plateformes de travail doivent avoir accès aux prestations et aux services de l'État. Les gouvernements doivent avoir accès aux données pour faciliter l'élaboration de mesures fondées sur du concret. Il est essentiel d'appliquer plus rigoureusement le droit de la concurrence pour limiter le pouvoir des grandes entreprises en pleine croissance. Les décideurs doivent repenser la fiscalité des entreprises, en particulier des entreprises technologiques qui s'adonnent à la recherche de rentes et à l'arbitrage des coûts de main-d'œuvre, pour contribuer à étendre la couverture de la sécurité sociale aux travailleurs informels et contractuels.

Quatrièmement, l'avènement de la technologie et l'évolution démographique dans les pays en développement imposent d'investir dans la réforme et la mise à niveau du capital hu-

Les gouvernements doivent rejeter l'idée « qu'il vaut mieux n'importe quel emploi plutôt que le chômage ».

main pour assurer l'éducation et la formation appropriée des jeunes et les rendre plus employables. En outre, à mesure que la pandémie transforme le paysage économique en créant des opportunités qui permettent à un certain nombre de secteurs de prospérer mais en affaiblissent d'autres, les décideurs doivent aider les travailleurs à se rééquiper en conséquence.

Enfin, se concentrer aveuglément sur l'amélioration de l'efficacité plutôt que sur le développement de la résilience rend les économies vulnérables. Les investissements réalisés par les gouvernements en santé et en éducation, dans la fonction publique et les systèmes de protection sociale ont tous fait leurs preuves — de même que les mesures de relance budgétaire et monétaire. Bien que ces programmes puissent paraître inefficaces en période faste, ils donnent aux décideurs la marge de manœuvre dont ils ont besoin pour réagir sans attendre en période d'incertitudes. **ID**

SABINA DEWAN est présidente et directrice du réseau JustJobs, centre de réflexion international sur la création d'emplois à la fois quantitative et qualitative dans le monde. **EKKEHARD ERNST** est macroéconomiste à l'Organisation internationale du travail, où il étudie l'impact des tendances et des politiques économiques sur l'emploi, les salaires et les inégalités.